

Palestine, l'urgence d'un État de droit

Romans / Mours-Saint Eusèbe

22 au 23 novembre 2014



L'Association France Palestine Solidarité (AFPS) Drôme-Ardèche organise chaque année près de Romans-sur-Isère à Mours-Saint-Eusèbe, deux grandes journées de solidarité avec le peuple palestinien. La réussite de cet événement, 500 participants sur les deux jours, est due à la grande mobilisation d'un groupe de militants et militantes particulièrement actifs et connaissant bien la réalité palestinienne. Jusqu'aux élections municipales de 2014, la commune de Romans soutenait efficacement cette initiative ; depuis 1995 Romans a un accord de coopération solidaire avec la ville de Beit-Sahour près de Bethléem. Mais la nouvelle municipalité de droite semble remettre en cause cet accord : « *il n'est pas dénoncé directement, mais*

dans le budget prévu pour 2015 pas le moindre centime est inscrit pour cette coopération, ce qui est une manière déguisée de la supprimer... » me déclare Henri Bertholet, ancien Député-maire de Romans. Heureusement la municipalité de la commune voisine de Mours-Saint-Eusèbe est restée à gauche ce qui permet à l'AFPS de bénéficier du prêt d'une grande salle bien équipée, pour accueillir le dimanche 240 personnes à un repas palestinien et 320 à la conférence de l'après-midi avec Safwat Ibraghith, Premier conseiller de la mission de Palestine en France et qui remplaçait Haël Al Fahoum, ambassadeur, chef de la Mission, appelé à participer à une réunion des ambassadeurs européens.

Après les événements survenus l'été dernier à Gaza, il semblait impossible aux organisateurs de ne pas en parler avec Abou Daga Radja, journaliste palestinien, Leïla Seurat, chercheuse associée au Centre d'étude et de recherches internationales [CERI] et Marie-Jo Parbot, auteure de plusieurs ouvrages sur la Palestine, dont le dernier vient de paraître : “*Gaza, la vie passionnément, paroles d'assiégés*” [éd. Scribest, 2014].

Gaza, le difficile rapprochement Hamas-Fatah

Pendant la guerre de l'été dernier, Abou Dagga Radja était correspondant de France 24 à



Gaza, il en a ramené des [images](#) dont la grande violence montre une volonté délibérée de détruire la vie et tout ce qui lui est lié (habitat, distribution de l'eau, de l'électricité, des soins...) « *Je ne vous cache pas que c'est très dur* ». Ce qui m'a fait penser aux propos de Nurit Peled (prix Sakharov 2001), devant la commission des Droits humains du Parlement européen le [11 septembre 2014](#) : « *Je ne veux pas parler à des*

politiciens et des hommes d'affaires, ils n'entendent pas ma langue. Je voudrais convaincre les gens de conscience qui

croient vraiment qu'en dénonçant les crimes israéliens contre les Palestiniens, ils feront du mal aux Juifs, une fois de plus.

« Je vais dire deux choses à ces gens. D'abord, il n'y a rien de juif dans la conduite raciste et cruelle d'Israël envers les Palestiniens et la critiquer, ce n'est pas être antisémite, au contraire. Les penseurs juifs les plus illustres dénoncent ou ont dénoncé en permanence la domination impitoyable israélienne de la Palestine. Albert Einstein a été l'un d'entre eux. Hanna Arendt une autre. Et Stéphane Hessel en était un autre. [...] La deuxième chose est la suivante : Mesdames et Messieurs, vous ne pouvez plus vous permettre d'utiliser cette excuse lorsque les enfants sont massacrés, on ne peut pas se permettre de se soucier de comment les gens vous appellent quand un holocauste fait rage. [...]

« N'oublions pas que le siège de Gaza n'a pas été levé, [...] que la colonisation de la Palestine s'accroît à un niveau sans précédent, que des enfants sont enlevés par des soldats chaque jour et chaque nuit, sont incarcérés et interrogés cruellement sans voir leurs parents ou un avocat - en ce moment, il y a environ 200 enfants dans les prisons israéliennes - traités comme des criminels par le régime raciste et criminel de la plus longue occupation de notre temps » [2014].

Leïla Seurat, a cherché à mettre un peu de distance avec la réalité douloureuse de la guerre, ce qu'elle fit clairement en développant le rôle du Hamas dans un jeu politique complexe à partir



de plusieurs hypothèses que je résume brièvement. Dans la guerre de 2014, il y aurait eu dit-elle, « convergence d'intérêts entre Israël et le Hamas parce que, d'une part l'actuel gouvernement israélien n'accepte pas la réconciliation Hamas / Fatah avec un gouvernement d'entente ayant principal objectif de mettre en place des élections nationales dont les dernières remontent à 2006 (victoire du Hamas non reconnue). Cette réconciliation, même si elle paraît de façade, est cependant bien vue par les États-Unis et l'Europe, car elle serait un atout favorable à la reprise de discussions pour la création d'un État palestinien. Ce dont l'actuel gouvernement israélien ne veut absolument pas, ce qui motiverait ses provocations à l'égard du Hamas et la guerre qui en a découlé. D'autre part le Hamas, depuis l'arrivée au pouvoir en Égypte du maréchal Abdel Fattah Al Sissi (coup d'État du 3 juillet 2013 et élection en juin 2014), a été fortement affaibli par la politique menée par celui-ci à l'égard des Frères musulmans égyptiens dont il veut la disparition au moins politique, et par ricochet celle de leurs alliés du Hamas, la destruction des passages souterrains entre l'Égypte et Gaza en étant l'une des conséquences. De plus en plus isolé géographiquement et politiquement, le Hamas n'est même plus en mesure de payer les 50 000 fonctionnaires de Gaza. Il est de plus confronté à des tiraillements internes entre une tendance politique voulant réintégrer l'OLP et diverses tendances religieuses opposées à toutes négociations avec Israël. Pour sortir de cette impasse dans laquelle se sont enfermés les leaders du Hamas en perte de popularité auprès des Gazaouis, que faire ? Sinon de la surenchère en bombardant Israël et en déclarant au moment de cessez-le-feu que la guerre est gagnée alors qu'en fait le Hamas n'a pas obtenu grand-chose dans la négociation.

Ce serait donc ainsi que le Hamas et Israël « se nourrissent l'un l'autre, c'est une évidence ! » affirme Leïla Seurat. Là, ne voyant pas trop bien l'évidence et où ce type d'analyse pouvait conduire, j'ai fait le lien avec une émission de France Culture le 17 juillet 2014 "[Le Proche-Orient est-il sur le point de s'enflammer ?](#)". On y retrouve Leïla Seurat développant la même thèse, et

deux autres intervenants dont Jean-Paul Chagnollaud¹. Celui-ci, après plusieurs minutes d'échanges feutrés, s'étonne de cette thèse, à nous faire presque oublier l'essentiel qui est de « *revenir à la vraie question posée par la réalité du blocus, c'est ça le problème politique. Ce blocus est total, venant à la fois d'Israël depuis 2005 et plus récemment de l'Égypte. Gaza, c'est une prison et c'est à la communauté internationale qu'il revient de réagir fermement pour que cela change* ».

Marie-Jo Parbot s'est peut-être posé les mêmes questions ; alors qu'elle était invitée à présenter son dernier ouvrage, elle se lève et déclare qu'elle n'est pas en mesure de parler d'un livre tant elle a été choquée par ce qu'elle vient d'entendre, reprochant à Leïla Seurat de passer sous silence la question de la légitimité non reconnue du Hamas lors des élections de 2006. Tout le monde fut surpris de cette "sortie des clous", mais était-elle si étonnante venant à la suite des propos qui avaient précédé ? La froideur de l'analyse politique pouvait-elle en effet se concilier avec l'évocation de "la vie passionnément" ? Aussi ai-je été trouvé Marie-Jo Parbot pour lui demander ce qu'elle aurait dit si elle avait été en mesure de le faire, voici sa réponse.

Vivre à Gaza !

« C'est pour mettre des visages sur ce vide humain que représente Gaza dans mon imaginaire, comme peut-être dans celui de beaucoup de ceux et celles qui m'entourent, qu'en mars 2013, j'ai saisi l'opportunité d'un séjour au milieu de ces Palestiniens qui subissent un traitement inimaginable. Militante pour la défense des droits humains fondamentaux, je voulais rapporter la parole de ces assiégés largement méconnus.



J'avais vécu en Cisjordanie de nombreux mois entre 2002 et 2005, pendant la Deuxième Intifada² et je savais l'humiliation de l'occupation, la violence militaire en toutes circonstances, la colonisation galopante, l'enfermement par le Mur. Mais Gaza vit autre chose : le blocus est dans neuvième année, des attaques militaires répétées, une stigmatisation permanente des habitants par définition "terroristes" ! Je voulais comprendre, découvrir les réalités au jour le jour dans cette enclave exclue du monde.

Les premières heures à Gaza furent un choc. La période était faste : pas d'attaques généralisées de l'armée israélienne surpuissante et des tunnels fonctionnels ! Alors, pendant les premières heures, on se surprend à croire à une pseudo-normalité, ce d'autant que l'accueil chaleureux des habitants, leurs sourires et leur énergie vous font penser à une vie possible.

Mais la réalité vous rattrape et vous découvrez les coupures d'électricité pour plusieurs heures, toutes les huit heures, l'eau salée qui coule des robinets, lorsque il y a de l'eau ! Les pénuries sont fréquentes : ce sera l'essence, ou le gaz, ou les cigarettes... Quant aux matériaux de construction, c'est permanent. Les produits qui passent par les tunnels sont chers et la population, confrontée à un chômage énorme, est très souvent trop pauvre pour satisfaire à tous ses besoins vitaux. Je visite des usines et recueille les commentaires des responsables qui me décrivent les conditions hallucinantes dans lesquelles ils assument leurs fonctions. Et encore, les tunnels sont là, ce qui ne sera

¹ Jean-Paul Chagnollaud, *Atlas des Palestiniens : un peuple en quête d'un État*. 2011, éd. Autrement

² Marie-Jo Parbot "L'Intruse", bandes dessinées (5 albums) signées Roannie et Oko (pseudos), 2008-2012, éd. Vertige Graphic

plus vrai par la suite ! Je reçois le témoignage de familles de réfugiés, dénonçant l'inconfort de camps surpeuplés et insalubres. Mais en ville aussi, je découvre taudis et pauvreté.

En tant que femme, je recueille les confidences de celles qui ne me ressemblent guère extérieurement : seulement quatre femmes vues sans voile pendant mon séjour. Je croise des jeunes filles qui me disent leur volonté de faire des études pour travailler et gagner ainsi autonomie et indépendance. Je m'intéresse aux chrétiens, si peu nombreux au sein de cette société musulmane : ils partagent le pain, un pays, un dieu, avec leurs frères musulmans, me disent-ils. J'écoute les récits de trois anciens détenus des geôles israéliennes, dont une femme qui a accouché et élevé son bébé en prison.

Je visite la zone des tunnels, guidée par un jeune qui y a travaillé. Et j'interroge les pêcheurs barcelés sans relâche par la marine de guerre d'Israël, tout comme les paysans des zones « tampons », en bordure d'Israël, au nord et à l'est de la Bande de Gaza, à la merci d'une incursion militaire à tout moment.

Quant aux jeunes, j'en vois beaucoup. Ils ont des aspirations et des rêves, envie d'aller ailleurs pour certains, pour d'autres, volonté farouche de vivre à Gaza.

Finalement, je suis repartie, nourrie d'une aventure humaine inoubliable. J'ai découvert une population vivante, ouverte, bavarde et gaie, aimant son pays et résistant aux conditions inhumaines que le monde lui impose.

C'est en signant mon livre de reportage, « Gaza, la vie passionnément, paroles d'assiégés » [éditions Scribest] que je transmets la parole des habitants de Gaza : ils veulent vivre en paix sur une terre qui est la leur, dans le respect et l'acceptation mutuelle de tous. C'est avec passion que le peuple de Gaza survit ! » [Marie-Jo Parbot, 2014]

Si Gaza apparaît comme un énorme point de fixation de la guerre, choix stratégique voulu par Israël depuis 2005, avec toutes ses conséquences humaines catastrophiques, il n'en demeure pas moins que c'est bien l'ensemble de la Palestine qui est en situation d'apartheid et de non droit. Aux pires moments de l'Afrique du Sud, le pouvoir n'est pas allé jusqu'à réserver des routes à la population blanche, et bien Israël le fait pour ses colons ! Ce n'est qu'un aspect d'un vaste maillage colonisateur créant peu à peu de véritables « [bantoustans](#) » sur le territoire palestinien, c'est ce qu'a montré brillamment Jamal Juma, directeur de l'association palestinienne « [Stop the Wall](#) ».

Si l'on ne peut beaucoup espérer de décisions venant des États-Unis, en revanche l'Europe, avec la France, doit s'engager beaucoup plus fermement dans un processus de sanctions réelles à



l'égard d'Israël, on ne peut se contenter de déclarations de principe ou de votes symboliques, cet engagement est attendu par les militants des associations qui se préoccupent de la situation palestinienne, attendu aussi et surtout par le peuple palestinien et ses représentants politiques, c'est ce qui a été longuement rappelé par **Safwat Ibraghith** parlant au nom de l'OLP.

La Palestine en droit d'être un État

« La mémoire collective palestinienne est faite de dates importantes dont beaucoup au mois de novembre, le rappel de certaines d'entre elles permet de mieux comprendre la situation présente.



Le drame palestinien commence le 2 novembre 1917 avec la [déclaration de Balfour](#)³, du nom du ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne à cette époque. Elle autorise, de fait, la création d'un Foyer national des juifs sur le territoire palestinien, le Foyer est officialisé en 1922. Cette déclaration permet à toute l'Europe occidentale d'encourager les émigrants venant en nombre de l'Europe de l'est (multiplication

des pogroms) à s'installer [4] en Palestine occupée militairement par la Grande-Bretagne depuis 1918, celle-ci devient officiellement mandataire en 1920, année également de la première révolte arabe à Jérusalem et à Jaffa.

Le 29 novembre 1947, l'ONU décide du partage de la Palestine. Ce plan, exclusivement conçu par le monde occidental, attribue 54 % de la surface territoriale à la minorité juive (à cette époque, 600 000 juifs et 1 650 000 palestiniens musulmans et chrétiens). La Grande-Bretagne, mandataire de la Palestine depuis 1918, se retire complètement en août 1948.

Le 13 novembre 1974, Yasser Arafat fait entendre pour la première fois la voix des Palestiniens à l'ONU lors d'une session plénière : « Aujourd'hui, je suis venu porteur d'un rameau d'olivier et d'un fusil de combattant de la liberté. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main. Je le répète : ne le laissez pas tomber de ma main » [\[intégralité du discours de Y. Arafat\]](#)

Le 22 novembre 1974, l'ONU admet l'OLP comme membre observateur et reconnaît les droits inaliénables des réfugiés palestiniens à retrouver leurs biens.

Le 15 novembre 1988 à Alger, l'indépendance de la Palestine est proclamée avec création de principe de l'État palestinien. Le 13 décembre de la même année, Yasser Arafat s'adresse à l'ONU (à Genève, les États-Unis lui ont refusé un visa pour New York) pour réaffirmer : l'indépendance de la Palestine avec Jérusalem pour capitale ; le droit au retour des réfugiés palestiniens ; et le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien.

Le 29 novembre 2012, La Palestine est reconnue par l'ONU comme État observateur non-membre. Cette date correspond chaque année à la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, date retenue par l'ONU comme date anniversaire de la partition de la Palestine le 29 novembre 1947.

³ Safwat Ibraghith n'a pas évoqué le rôle important joué, avant même Balfour, par le mouvement sioniste dans le drame palestinien. Theodor Herzl, auteur en 1896 de "L'État Juif" livre de référence pour le sionisme, est à l'origine de la création en 1901 du Fonds pour l'implantation juive et l'achat de terres en Palestine (connu sous le nom de KKL) : « Nous formerons pour l'Europe une tête de pont vers l'Asie, un bastion de la civilisation contre la barbarie [...] Le pays s'étendra du Nil à l'Euphrate et il faudra discrètement en expulser la population locale » [T. Herzl], on peut difficilement être plus clair ! Le succès est immédiat et favorise l'installation des pionniers du Yichoub (désigne les juifs de Palestine avant 1948), les kibboutz, le premier en 1910, s'inscrivent dans cette stratégie camouflée de colonisation de peuplement. Aujourd'hui le KKL est propriétaire de milliers d'hectares de terres et de forêts en Israël et en Palestine.

⁴ Population juive en Palestine : 1900 = 50 000 / 1914 = 85 000 / 1935 = 355 000 / 1947 = 630 000 ; avec un flux migratoire en moyenne annuelle de 9 000 entrées de 1900 à 1935 et de 23 000 de 1935 à 1948. [Source](#) : De Vaumas Étienne, « Les trois périodes de l'immigration juive en Palestine ». *Annales de Géographie*, 1954, N°335

Je terminerai ces rappels avec les massacres perpétrés à Gaza en 2014. Il paraît clair que l'actuel gouvernement d'Israël ne veut pas la paix, ne nous reconnaît pas le droit d'utiliser les instances internationales et qu'il est prêt à tout, y compris au pire, pour empêcher l'existence réelle d'un État palestinien.

Toutes ces dates ont une grande importance pour bien saisir que la responsabilité du drame palestinien n'incombe pas au peuple palestinien, mais au monde occidental qui a tout fait pour que ce drame ait lieu. Les massacres, tels ceux de Gaza, se perpétuent depuis 67 ans. Beaucoup trop de sang a coulé et il faudra encore combien de temps pour que le monde libre reconnaisse enfin nos droits et mette fin à cette profonde injustice ? C'est ce monde qui est notre débiteur et non l'inverse ! Pourquoi ces pays démocratiques qui se proclament chantres du Droit et de la Liberté, font un traitement d'exception pour la Palestine ? Parce qu'il ne faut pas toucher à Israël, pays qui serait au-dessus de tout, agissant en toute impunité au nom de la mauvaise conscience du monde occidentale ? Jusqu'à quand cela va-t-il encore durer ?

Nous sommes très conscients de notre histoire et tout autant déterminés pour notre avenir. On n'est pas spécialement demandeurs d'aides, aussi généreuses soient-elles, on demande un simple droit, celui d'une Palestine libérée ! On ne veut pas d'un pays colonisé avec la présence de milliers de soldats et de colons sur nos terres qui nous sont volées. On veut que nos enfants voient autre chose que des maisons démolies, des checkpoints, un mur... autre chose que cet apartheid insupportable. On veut que les réfugiés palestiniens puissent revenir s'installer et vivre chez eux, dans leur pays. On veut que vous puissiez venir chez nous en passant nos propres frontières, telles qu'elles étaient le 4 juin 1967, en atterrissant sur nos aéroports... La Charte de l'OLP, adoptée en 1964 (amendée en 1968), prône un État de droit démocratique, progressiste, juste et laïc, c'est notre seule référence et on ne veut pas que Dieu s'en mêle ! Un tel droit est-il négociable ? Quel État au monde accepterait notre actuelle situation ? Tendre la main ? Yasser Arafat l'a fait en 1993 avec Yitzhak Rabin qui sera assassiné deux ans plus tard... On cherche désespérément des partenaires israéliens avec qui nous pourrions vraiment discuter, on n'en trouve pas, du moins pas au sein de l'actuel pouvoir dominé par des militaires et des religieux qui veulent tuer toute possibilité de négociations. Le peuple israélien doit savoir qu'il est lui aussi victime de cette politique suicidaire.

Israël joue avec le feu et nous sommes peut-être au bord d'une troisième Intifada, l'OLP ne la souhaite pas, mais une Intifada n'a pas besoin d'autorisation pour se déclencher... La classification des accords d'Oslo (en trois zones) est caduque, elle n'a aucun sens pour nous... Oui, nous avons aussi des difficultés internes pour maintenir une unité politique au sein de l'OLP, nous les connaissons bien et nous cherchons à les dépasser. Pour pouvoir aller au-delà de cette très difficile et douloureuse réalité, nous comptons beaucoup sur la communauté internationale, et sur l'Europe tout particulièrement.

La reconnaissance de la Palestine par des États européens est une bonne chose, c'est un message fort pour nous : « on est là, on vous épaulé... » ; on est aussi en permanence sous le regard du monde avec beaucoup de médias présents... Mais sur le terrain qu'est-ce que ça change ? Il y a de plus en plus de morts, de plus en plus de prisonniers dont de nombreux enfants, les colonies se développent en nous prenant encore plus de nos terres et d'eau... Aussi l'action internationale doit aller beaucoup plus loin : la France et l'Europe doivent tout faire pour que la Palestine soit admise au Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membre à part entière, doivent tout faire pour que commencent de vraies discussions sur les frontières avec pour base celles de 1967, sur le retour des réfugiés, sur le problème de l'eau...

Mesdames, Messieurs, chers amis, au nom de l'OLP je veux vous dire que nous ressentons avec beaucoup d'émotion toutes vos manifestations, elles nous font le plus grand bien. Nous avons besoin que vous disiez très fort au monde que le problème ce ne sont pas les Palestiniens, mais qu'il s'agit simplement d'une question de droit : celui d'un peuple à vivre libre sur ses terres dans un État officiellement reconnu. Je vous remercie chaleureusement. »
[Safwat Ibraghith]



2014 a été proclamée “Année internationale de la solidarité avec le peuple palestinien”, par l'Assemblée générale de l'ONU le 19 novembre 2013

rédaction et commentaires : ©Pierre Thomé, décembre 2014